

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Lille, le 14/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP NORD

130 bis Rue de Liège
59121 PROUVY

Références : 2024-V2-202
Code AIOT : 0007002302

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement SARP NORD implanté 130 bis Rue de Liège 59121 PROUVY. L'inspection a été annoncée le 30/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Conformément aux dispositions de l'article R.515-70 du code de l'environnement, les conditions d'autorisation d'exploiter des installations visées par les rubriques IED ainsi que les équipements s'y

rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution doivent être réexaminées et, au besoin, actualisées dans un délai de 4 ans à compter de la publication des conclusions MTD relevant de la rubrique principale.

Compte tenu de la date de publication de la décision d'exécution (UE) 2018/1147, le 17 août 2018, l'échéance de mise en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets était le 17 août 2022.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2018/1147 précitée.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP NORD
- 130 bis Rue de Liège 59121 PROUVY
- Code AIOT : 0007002302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS NORD exploite sur la commune de Prouvy :

- une installation de regroupement et tri de déchets dangereux ;
- une installation de pré-traitement de déchets dangereux ;
- une installation de regroupement, tri et pré-traitement de déchets non dangereux.

Les activités de cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 21/08/1981 modifié, en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/11/2017.

Cet établissement relève également de la directive IED et est classé à ce titre sous les rubriques suivantes :

- 3510 - Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour (150t/j) ;
- 3550* - Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540 [...] avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte (430 tonnes - *rubrique IED principale).

A ce titre, il lui appartient de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, relatif

aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, dit arrêté WT.

Par courrier en date du 23/05/2024, l'exploitant a adressé au préfet une demande de changement d'exploitant au profit de la société SARP NORD.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale WT : respect de certaines dispositions l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique – Inventaire	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	Sans objet
2	MTD Générique - Séparation des déchets / Procédures	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)	Sans objet
3	MTD Générique - Compatibilité	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)	Sans objet
4	MTD Générique – Tri des déchets solides entrants	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	MTD Générique - Optimisation	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)	Sans objet
6	MTD Générique - Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Sans objet
7	MTD Générique - Déroulement du stockage en toute sécurité	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (f)	Sans objet
8	MTD Générique - Zone séparée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)	Sans objet
9	MTD Générique – Emissions	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	diffuses		
10	MTD Générique – Consommation en eau et réduction des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	Sans objet
11	MTD Générique – Effluents aqueux – VLE	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'est attachée à vérifier la mise en œuvre effective des conclusions du BREF WT sur le site de Prouvy et le respect des dispositions principales de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, dit "arrêté WT".

Il ressort de cette inspection que l'exploitant a mis en œuvre un certain nombre de techniques pour répondre aux dispositions des conclusions du BREF WT, qu'un certain nombre de documents fixant les conditions d'exploitation sont disponibles. Il conviendra que l'exploitant complète son système documentaire pour répondre complètement aux exigences de l'arrêté WT.

Des faits susceptibles de suites sont formulés en ce sens dans le présent rapport. Il appartiendra à l'exploitant d'apporter les éléments de réponse pour répondre aux observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique – Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement,

y compris :

- a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;
 - b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;
2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :
- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
 - b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
 - c) Les données relatives à la biodégradabilité ;
3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :
- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
 - b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
 - c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
 - d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

Constats :

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté l'inventaire des flux d'effluents du site de Prouvy, au sens des conclusions du BREF WT.

Cet inventaire reprend :

1. les informations sur les caractéristiques des déchets à traiter. Un plan des stockages est tenu à jour ; les affectations par typologie de déchets y sont mentionnées. En séance, les procédés de traitement mis en œuvre ont également été présentés mais ne sont pas clairement formulés dans l'inventaire des flux d'effluents tel que formulé dans l'arrêté ministériel WT.

L'inventaire devra être complété de la partie "procédés de traitement" pour répondre aux exigences de l'arrêté ministériel WT.

Il est rappelé ici que cet inventaire doit être mené sur le périmètre IED du site, à savoir, dans le cas présent les activités en lien avec les Déchets Dangereux.

2. Les informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, en particulier le plan des réseaux du site sur lequel sont repris les différentes typologies d'effluents aqueux du site, à savoir :

- les eaux pluviales de ruissellement des plateformes "déchets" et des zones de chargement/déchargement. Ces eaux sont collectées puis pompées pour être traitées comme déchet ;

- les eaux pluviales exclusivement de voiries, susceptibles d'être polluées, mais n'entrant pas en contact avec les déchets, collectées dans un bassin de 300 m³ après passage préalable par un séparateur Hydrocarbures et un pré-bassin. Le bassin final est équipé d'une vanne de barrage en permanence maintenue fermée. Le rejet à l'extérieur est réalisé exclusivement si les résultats d'analyses sont conformes aux VLE du site. L'inventaire présenté reprend les VLE à respecter pour ce rejet. Est également inclut le tableau de suivi des résultats d'autosurveillance permettant une synthèse numérique et graphique de la qualité de ces effluents ;

- les eaux pluviales exclusivement de toitures ;

<p>- les eaux domestiques.</p> <p>L'exploitant a également complété son inventaire de la surveillance de la qualité des eaux souterraines menée sur le site.</p> <p>Comme rappelé ci-avant, l'inventaire doit être mené sur le périmètre IED du site. Aussi, l'exploitant doit distinguer, dans son inventaire des effluents, ceux pour lesquels les conclusions du BREF WT et les dispositions de l'arrêté WT s'appliquent.</p>
<p>3. Les informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, en particulier le fait que le site ne dispose pas de rejet canalisé. En séance, l'exploitant a évoqué une étude COV menée en 2018, sans que les conclusions de cette étude ne soient reprises dans cet inventaire. Le sujet relatif aux rejets diffus n'est pas conclusif dans l'inventaire présenté.</p> <p>L'inventaire tenu au sens de l'arrêté ministériel WT devra être complété des conclusions relatives à l'éventuelle absence de rejets diffus.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit compléter l'inventaire présenté en séance des éléments repris ci-dessus, veiller à sa mise à jour et à son intégration au système de management environnemental prévu au I de l'annexe 2 de l'AM WT.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 2 : MTD Générique - Séparation des déchets / Procédures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de plusieurs procédures et modes opératoires relatifs à l'acceptabilité des déchets et des conditions d'accueil et de réception sur le site, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le mode opératoire "Acceptation Prouvy" (version de travail du 04/12/2023), qui fixe les conditions d'acceptation ou de refus des déchets sur la base des éléments des Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) établis en amont et de la qualité du déchet à son arrivée sur le site. La version présentée est étiquetée "version de travail". L'exploitant s'assurera que ce document est bien intégré à son manuel qualité et enregistré dans son système documentaire de référence. - le mode opératoire "Transit Prétraitement Prouvy" (version du 04/12/2023), qui fixe les modalités d'affectation "géographique" des déchets entrants en fonction de leurs caractéristiques (sachant que les filières de gestion sur site sont fixées lors de la rédaction des CAP). Ce mode opératoire fixe également les conditions de stockage et les temps de séjour maximaux.

Les modes opératoires s'accompagnent :

- de "notices de poste" reprenant les consignes de sécurité au poste de travail et quelques consignes relatives à la gestion des différentes catégories de déchets sous l'onglet "mode opératoire" ;

- de "fiches de sécurité au poste de travail", sur lesquelles sont reprises des consignes de chargement/déchargement pour les activités suivantes :

- Déchargement des déchets solides en fosses ;
- Chargement des déchets liquides ;
- Chargement et déchargement des déchets conditionnés.

Il ressort de l'examen de ces documents complémentaires que l'affectation des déchets repose sur le processus d'acceptation préalable, sous la supervision du responsable d'exploitation du site.

Les documents présentés en séance font mention d'une procédure "Acceptabilité", document non transmis par l'exploitant à l'issue de l'inspection. Cette procédure n'a donc pas fait l'objet d'un examen.

Sur le site, il a été observé la séparation des déchets de propriétés différentes.

Pour gérer les risques associés aux déchets présents sur le site, un étiquetage interne est utilisé pour signaler les mentions de dangers associées.

Il a été observé par sondage que cet étiquetage interne n'était pas toujours utilisé.

L'exploitant doit veiller à ce que l'étiquetage interne à utiliser pour signaler les mentions de dangers des déchets entreposés sur le site soit correctement mis en œuvre. L'exploitant pourra utilement prévoir une procédure de mise en application de cette pratique.

Observations :

L'exploitant s'assurera que l'ensemble des documents répondant à cette disposition réglementaire soit bien intégré au système de management environnemental du site prévu au I de l'annexe 2 de l'AM WT.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : MTD Générique - Compatibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)

Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité des déchets avant de les mélanger

Prescription contrôlée :

Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests

de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

Constats :

En cas de mélange sur site, pour regroupement ou pré-traitement, l'affectation du déchet à réceptionner est fixée dès la phase du certificat préalable d'acceptation, sur la base des analyses réalisées.

Selon les procédures de l'exploitant évoquées supra, un échantillonnage est réalisé à réception d'un déchargement de type vrac.

En séance, l'exploitant a présenté la liste des contrôles réalisés. La pertinence et l'exhaustivité des paramètres contrôlés n'ont pas fait l'objet d'un examen lors de la présente inspection.

Des tests d'incompatibilité sont menés sans que ces derniers ne soient formalisés.

Observations :

L'exploitant doit formaliser les tests d'incompatibilité réalisés sur les déchets avant la définition de leur affectation dans les installations du site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : MTD Générique – Tri des déchets solides entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)

Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants

Prescription contrôlée :

Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :

- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;
- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;
- la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;
- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;
- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.

Constats :

En dehors des déchets diffus spécifiques, réceptionnés et gérés dans une zone dédiée en dehors de la plateforme de regroupement, mélange, pré-traitement, et qui font l'objet de consignes de gestion particulières (en particulier sans ouverture des contenants à leur réception sur site), les

<p>déchets solides admis sur le site sont de type :</p> <ul style="list-style-type: none"> - emballages vides souillés ; - chiffons souillés ; - aérosols. <p>Avant chaque déchargement, une vérification visuelle du contenu est réalisée à l'entrée du site. Tout indésirable constaté entraîne le refus du déchargement.</p> <p>Ce contrôle visuel réalisé n'est pas clairement formalisé dans les documents présentés, et notamment n'apparaît pas au niveau des consignes de déchargement reprises dans le document "Fiche de sécurité au poste de travail - Plateforme de transit regroupement et pré-traitement de Prouvy - Déchargement des déchets solides en fosses".</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant complétera ses procédures, modes opératoires, consignes de sécurité, etc., des pratiques mises en œuvre pour répondre à cette obligation de tri des déchets solides entrants.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 5 : MTD Générique - Optimisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ; - lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.
<p>Constats :</p> <p>Il s'agit d'un site existant de traitement de déchets, régulièrement autorisé depuis le 21/08/1981 (premier arrêté d'autorisation délivré à la société SOVALEG).</p> <p>L'inspection n'a pas de remarques particulières à formuler sur la conception des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : MTD Générique - Capacité de stockage appropriée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la

<p>capacité de traitement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure un suivi de son état des stocks précis, basé sur une ronde quotidienne réalisée par le chimiste du site. Un document consigne ce relevé journalier (détail par capacité et par aire dédiée), son archivage est assuré (classeur d'archivage tenu à disposition de l'inspection). Les limites de l'autorisation sont connues de l'exploitant, clairement affichées pour en assurer une surveillance.</p> <p>En complément de ce contrôle quotidien, un état des stocks est mené mensuellement, sur la base du recoupage des informations entre la ronde quotidienne et le registre d'entrée/sortie du site.</p> <p>Lors de l'inspection, le dernier état des stocks consolidé datait du 23/11/2023 : 380 tonnes de déchets présents sur le site (tous déchets confondus), dans le respect des limites de l'autorisation.</p> <p>Le temps de séjour maximal est fixé à 90 jours dans le mode opératoire "Transit Prétraitement Prouvy" évoqué supra.</p> <p>Sur la plateforme, il a été observé sur les déchets (en dehors des déchets vrac stockés en fosse ou en citerne) que la date d'entrée sur le site est inscrite sur l'étiquetage interne apposé sur chaque contenant. Cet étiquetage permet un contrôle complémentaire du temps de séjour, en complément de la surveillance du registre des déchets tenu par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : MTD Générique - Déroulement du stockage en toute sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (f)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déroulement du stockage en toute sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Comprend notamment les techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ; - les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ; - les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.
<p>Constats :</p> <p>Des consignes relatives à la réception, au chargement, déchargement sont écrites pour garantir un déroulement du stockage en toute sécurité.</p> <p>L'affectation des zones de stockage est réalisée dès la phase du certificat préalable d'acceptation, au regard des caractéristiques du déchet admis sur le site.</p>

<p>En particulier, pour les produits sensibles à la chaleur, des dispositions sont prises (stockage des peroxydes sous bâtiment par exemple).</p> <p>Le site dispose également de caméras thermiques fixes et mobiles, de détecteurs de flammes, reliés à une centrale d'alarme téléphonique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : MTD Générique - Zone séparée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Zone séparée pour les déchets dangereux emballés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets dangereux emballés sont stockés dans le respect du plan de stockage défini.</p> <p>La zone de tri des déchets est délimitée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : MTD Générique – Emissions diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité c) Prévention de la corrosion d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses e) Humidification f) Maintenance g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de réexamen, l'exploitant précise mettre en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'aire de dépotage au plus près des fosses ; - une installation compacte limitant le nombre de sources d'émissions diffuses ; - le transfert par gravité ;

- la couverture amovible des fosses ;
- le contrôle des fosses et des rétentions étanches (lorsque techniquement possible) ;
- le balayage hebdomadaire du site.

Aucun produit pulvérulent n'est autorisé sur le site.

Sur le sujet des émissions diffuses de COV, l'exploitant conclut à l'absence d'émissions significatives de COV, se basant sur une étude menée en 2018 (étude évoquée au point de contrôle n°1, relatif à l'inventaire des flux d'effluents).

Des éléments conclusifs sont à apporter par l'exploitant pour répondre à l'observation formulée au point de contrôle n°1 sur le sujet, pour permettre de justifier l'absence de mise en œuvre de techniques spécifiques pour les émissions diffuses de COV.

En matière de contrôle d'intégrité des installations, l'exploitant tient à jour un registre des contrôles réglementaires sur lequel sont repris les différents contrôles et tests réalisés sur les cuves et les fosses, en particulier :

- les contrôles trimestriels réalisés en interne (état des parois des cuves et des fosses et état des rétentions) ;
- les contrôles d'étanchéité réalisés tous les 5 ans sur les installations.

Par sondage, le certificat de contrôle d'étanchéité établi par la société DMA de la cuve D a été consulté. Le contrôle a été mené le 16/06/2022. Le rapport conclut à l'étanchéité du réservoir.

Observations :

En lien avec la mise à jour de son inventaire évoqué au point de contrôle n°1, l'exploitant confirmera que ses émissions diffuses de COV ne sont pas suffisamment significatives pour être retenues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : MTD Générique – Consommation en eau et réduction des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :

- Optimisation de la consommation d'eau
- Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites
- Séparation des flux d'eaux
- Remise en circulation de l'eau
- Surface imperméable
- Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs
- Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets

- h) Infrastructure de drainage appropriée
- i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement

Constats :

Le site n'utilise pas d'eau à des fins industrielles. La consommation en eau du site est exclusivement réservée à un usage sanitaire et pour alimenter le réseau incendie du site.

L'exploitant assure un relevé de ses consommations en eau en distinguant ces 2 catégories d'utilisation. Ce relevé des consommations a permis à l'exploitant de détecter une fuite sur le réseau incendie et permettre sa réparation.

La consommation annuelle du site en 2023 (établie au 04/12/2023) a été de :

- usage sanitaire : 144 m³ ;
- réseau incendie : 512 m³.

Sur le site, la séparation des différents flux est assurée selon les catégories suivantes :

- les eaux pluviales de ruissellement des plateformes "déchets" et des zones de chargement/déchargement. Ces eaux sont collectées puis pompées pour être traitées comme déchet ;
- les eaux pluviales exclusivement de voiries, susceptibles d'être polluées, collectées dans un bassin de 300 m³ après passage préalable par un séparateur Hydrocarbures et un pré-bassin de 90 m³ ;
- les eaux pluviales exclusivement de toitures ;
- les eaux domestiques.

La ronde quotidienne menée dans le cadre de l'état des stocks (qui inclut le relevé des capacités des fosses et des cuves et le niveau de remplissage des rétentions) permet également de répondre à la maîtrise des débordements.

Le bassin de récupération des eaux pluviales de voiries d'un volume total de 300 m³ est géré de telle sorte d'un volume minimal de 200 m³ soit en permanence disponible pour répondre aux éventuels besoins de confinement (en complément des autres volumes de confinement disponibles sur le site).

(Pour rappel, ce bassin final est équipé d'une vanne de barrage en permanence maintenue fermée. Le rejet à l'extérieur est réalisé exclusivement si les résultats d'analyses sont conformes aux VLE du site. En cas de non-conformité aux VLE de l'arrêté, ces eaux sont gérées en filière déchet).

Selon le dossier de réexamen, seule la technique de remise en circulation de l'eau n'est pas mise en œuvre, ce qui est justifié compte tenu de l'utilisation de l'eau sur site présentée par l'exploitant lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 11 : MTD Générique – Effluents aqueux – VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux communes à tous les traitement

Prescription contrôlée :

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

MES : 60 mg/L - surveillance mensuelle

DCO : 180 mg/L - surveillance mensuelle

COT : 60 mg/L - surveillance mensuelle

+ surveillance semestrielle des PFOA et PFOS si substances pertinentes pour le flux d'effluents aqueux (cf inventaire)

Constats :

Comme évoqué précédemment, les seuls rejets aqueux du site correspondent aux eaux pluviales de voiries exclusivement, gérées par batch. La qualité de ces eaux est contrôlée avant chaque rejet au milieu naturel. En cas de non-conformité, ces eaux sont gérées en filière déchets.

Les seuls effluents rejetés au milieu naturel sont donc les eaux pluviales n'entrant pas en contact avec les déchets. Dès lors les dispositions de l'article X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel WT ne s'appliquent pas à ces effluents.

Type de suites proposées : Sans suite
--